

<https://www.observatoire-collectivites.org/spip.php?article8871>

Revue de presse juridique territoriale et associative

- Actualité -



Date de mise en ligne : lundi 5 octobre 2020

Copyright © Observatoire Smacl des risques de la vie territoriale - Tous

droits réservés

**Associations | Catastrophes naturelles & calamités publiques | Domaine public | Elections |
Fonction publique | Marchés publics & contrats | Pouvoirs de police | Statut de l'élu |
Transparence de la vie publique | Urbanisme**

Association

Le bénévolat à l'heure du confinement, **Cécile BAZIN**

Jurisassociations, 15 septembre 2020, n°624, p.35

Comment combiner mandat électif et engagement associatif ?, **Eric LANDOT**

Associations mode d'emploi, n°221, août septembre 2020, p.10

La responsabilité des associations en cas de transmission du Covid-19, **Yanick DUBOIS**

Associations mode d'emploi, n°221, août septembre 2020, p.12

Les aides et subventions des communes et EPCI aux associations, **FABIENNE NEDEY**

MAIRES DE FRANCE, septembre 2020, p. 48.

Catastrophes naturelles & calamités publiques

Catastrophes naturelles, calamités publiques : quelle(s) définition(s) ?, **Marianne MOLINER-DUBOST**

AJCT, septembre 2020, p. 388

Assurance des collectivités territoriales : le cas des catastrophes naturelles, **Guylaine GAUDIN-LESURTEL**

AJCT, septembre 2020, p. 391

Calamités publiques : quelles responsabilités pour les collectivités et les élus ? **Jean-Yves DELECHENEAU**

AJCT, septembre 2020, p. 397

Calamités publiques, état d'urgence et état d'urgence sanitaire **Jean-Charles JOBART**

AJCT, septembre 2020, p. 399

Catastrophes naturelles, calamités publiques et droit des contrats publics ?, **François LICHERE**

AJCT, septembre 2020, p.407

Domaine public

Domaine public et associations syndicales de propriétaires : le calme après la tempête ? [CE, 23 janvier 2020, n°430192], **NORBERT FOULQUIER**

AJDA, n°28, 7 septembre 2020, p.1609.

Espaces, sites et itinéraires de sports de nature : un statut juridique incertain, **FRANCK LAGARDE**

AJDA, septembre 2020, p. 1769.

La motivation des décisions autorisant ou mettant fin à l'occupation du domaine public, **PHILIPPE S. HANSEN**

LA SEMAINE JURIDIQUE EDITION ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITES TERRITORIALES -
LEXISNEXIS, n°35, 31 août 2020.

Elections

*Contentieux des élections municipales : des "lois" de l'écart de voix, **ROMAIN RAMBAUD***

AJDA, n°28, 7 septembre 2020, p.1596.

Fonction publique

*Crise sanitaire : la loi de transformation de la fonction publique tombe à pic, **MAUD PARNAUDEAU***

LA GAZETTE DES COMMUNES, 28 septembre 2020, p. 20.

*Protection fonctionnelle : mettre en œuvre le dispositif pour un agent ou un élu, **JULIA ROTIVEL***

LES CAHIERS JURIDIQUES DE LA GAZETTE, n°230, août septembre 2020, p. 32.

Marchés publics & contrats

*Une collectivité peut engager la procédure de passation d'un contrat de la commande publique même si elle n'est pas encore compétent pour le signer, **GABRIEL ECKERT***

CONTRATS ET MARCHES PUBLICS - LEXISNEXIS, n°8-9, août septembre 2020, p.27.

*Une collectivité peut-elle lancer une procédure de publicité et de mise en concurrence avant d'être compétente ?, **HERVE LETELLIER***

CONTRATS PUBLICS, n°212, septembre 2020, p. 27.

*Une collectivités peut résilier unilatéralement un contrat illégal, **GABRIEL ZIGNANI***

LA GAZETTE DES COMMUNES, 28 septembre 2020, p. 47.

Convention de mise à disposition d'un logiciel à titre gratuit conclue entre pouvoirs adjudicateurs : qualification de marché public et précisions sur le mécanisme de "coopération public-public", **THOMAS VASEUX**

LA SEMAINE JURIDIQUE EDITION ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITES TERRITORIALES -
LEXISNEXIS, n°35, 31 août 2020, 2228.

Guide méthodologique : "contrats de délégation de service public et crise sanitaire Covid-19 : exécution financière des contrats", **FLORIAN LINDITCH**

CONTRATS ET MARCHES PUBLICS - LEXISNEXIS, n°8-9, août septembre 2020, p.3.

L'indemnisation consécutive à l'annulation d'un contrat au risque du dol, **JULIEN MARTIN**

LA SEMAINE JURIDIQUE EDITION ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITES TERRITORIALES -
LEXISNEXIS, n°37, 14 septembre 2020, 2238.

L'indemnisation des candidats évincés en cas de choix de procédure de passation irrégulière [CE, 28 février 2020, n°426162], **EDOUARD CLOT**

CONTRATS PUBLICS, n°212, septembre 2020, p. 35.

L'indemnisation des surcoûts liés à l'épidémie de Covid-19 dans les contrats de la commande publique, **HELENE HOEPFFNER**

CONTRATS ET MARCHES PUBLICS - LEXISNEXIS, n°8-9, août septembre 2020, p.7.

La mise en œuvre anticipée d'une procédure de passation par une personne publique encore incompétente, **JULIEN MARTIN**

LA SEMAINE JURIDIQUE EDITION ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITES TERRITORIALES -
LEXISNEXIS, n°35, 31 août 2020.

Le maître d'ouvrage peut-il obtenir du sous traitant le remboursement des avances versées en cas de résiliation du marché ? [CE, 4 mars 2020, n°423443], **MIREILLE LE CORRE**

BULLETIN JURIDIQUE DES CONTRATS PUBLICS, n°131, p.263.

Les clauses de règlement amiable demeurent applicables même lorsque le contrat est annulé. L'irrégularité d'un contrat susceptible de conduire le juge à en prononcer l'annulation n'est pas de nature à rendre inapplicables les clauses processuelles de ce contrat [CE, 10 juill. 2020, n° 433643], **SANDRINE SKODA**

DICTIONNAIRE PERMANENT COMMANDE PUBLIQUE, 2 septembre 2020.

Offre irrégulière : de quels moyens le concurrent évincé peut-il se prévaloir ? [CE 27 mai 2020, n°435982], **ERIC LANZARONE**

CONTRATS PUBLICS, n°212, septembre 2020, p. 31.

Recours Tarn et Garonne et juge judiciaire. Lorsque la violation d'un droit de propriété intellectuelle constitue un moyen de contestation de la validité d'un contrat administratif, **STANISLAS FRANCOIS**

--

--

